

Communication N°

PRESSE ET INFORMATION

Paris, le

BUREAU DE PARIS

Destinataire :

LA PRESSE FRANCAISE

APRES LA HAYE

- I - LES JUGEMENTS POSITIFS
- II - LA CONTESTATION
- III - RESERVES ET INQUIETUDES
- IV - LES INCIDENCES SUR LA POLITIQUE INTERIEURE FRANCAISE

AVANT-PROPOS

Dès avant la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, on constatait dans l'opinion publique française une très nette évolution en faveur de l'union économique et politique amorcée par les Communautés Européennes. (Voir notre note de novembre 1969 présentant les résultats de la deuxième enquête I.F.O.P.)

Aussi les résultats de la Conférence sont-ils analysés par la presse depuis le 3 décembre avec une grande attention. Le ton général est celui de la satisfaction (seule l'HUMANITE adopte une position hostile), mais la plupart des commentaires dénotent une prudence, voire une inquiétude certaines : les Six se sont entendus sur des principes, parviendront-ils à les traduire en décisions concrètes ?

Le communiqué final du Conseil des Ministres du 6 décembre sur l'avenir d'Euratom a apporté un début de réponse à cette question, et les journalistes saluent, dans l'ensemble, cette réorientation nucléaire et technologique comme un acte de bonne augure pour les futurs marathons.

En raison de l'abondance de la matière, nous nous sommes bornés, dans la revue de presse qui suit, à une analyse de la presse parisienne, du 3 au 9 décembre inclus.

I - LES JUGEMENTS POSITIFS

Considérations générales

C'est "un nouveau départ", titre Roger MASSIP dans LE FIGARO du 3 décembre : "D'un bout à l'autre, les observateurs à La Haye éprouvèrent une impression curieuse de tatonnement. On ne sort pas impunément d'une longue période durant laquelle les suspicions réciproques pesèrent très lourd sur les relations entre les six gouvernements de la Communauté, et il n'était pas facile de replacer ces relations sous le signe de la confiance revenue.

"Ainsi peut-on expliquer, poursuit le même journaliste, les alternances de pessimisme et d'optimisme, les hauts et les bas, et la crainte constante de rebondissements imprévus, qui ne devaient s'apaiser qu'aux dernières heures de la dernière journée.

"La restauration d'un meilleur climat a-t-elle été, en fin de compte, réalisée à La Haye ? Il semble bien qu'on puisse, sans hésitation, répondre par l'affirmative".

L'éditorial des ECHOS du 3/12 estime également que "le temps du blocage paraît terminé. Le redémarrage est un fait. Certes, il ne s'est pas opéré à la suite d'une étincelle fulgurante comme lorsque Robert Schuman lançait naguère l'Europe des Six. L'idéologie, tout au long de la Conférence de La Haye, a fait place à d'après marchandages d'hommes d'affaires désireux de prendre des gages et de conser-

ver des atouts pour faire pression sur le partenaire".

Dans le même journal, un autre éditorial, dû à M. Jacques ROZNER, conclut : "C'est un grand rêve, réaliste et exaltant, que le Président Pompidou permet peut-être, à tous les Européens, de refaire depuis La Haye."

Dans COMBAT du 3/12, sous le titre "Le départ est donné", René DABERNAT écrit : "Après deux jours de conférence et plusieurs heures de suspense, la France vient de se réconcilier, à La Haye, avec ses partenaires du Marché Commun. Cette réconciliation a pour conséquence, d'une part, le retour complet de la France dans la Communauté de Bruxelles, après diverses périodes de chaises vides, d'autre part, un nouveau départ pour l'intégration européenne, sur la base du Plan Pompidou ... La reconstitution d'une entente entre Paris et la Commission de Bruxelles aura été déterminante, de même, a-t-on pu remarquer, que les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg retrouvaient le chemin de l'amitié française comme à la grande époque où l'idée européenne commençait à s'implanter dans les six pays."

L'éditorialiste du même journal écrit de son côté, le même jour : "Ce résultat on le doit à l'esprit de compromis et au climat de confiance qui ont présidé à ce sommet. Et l'on se félicite que la France y ait apporté sa contribution et même qu'elle ait, par ses initiatives, largement favorisé cette réussite. On s'en réjouit d'autant plus que la première intervention de M. Pompidou, lundi, avait provoqué une déception. Il apparaît que le Président de la République avait gardé ses cartes en main pour mieux les abattre hier matin. La loyauté avec laquelle lui ont répondu ses partenaires montre à quel point l'Europe attendait la France, après ces longues et inutiles années au cours desquelles la France l'avait soustrée, négligée et humiliée."

Le 4 décembre, l'éditorial de COMBAT confirmait ce jugement en le nuancant ainsi : "Certes, ces nouvelles directions qu'elle (l'Europe) va prendre ne sont pas conformes à celles que les plus fervents apôtres de l'union européenne avaient rêvées, et les intégrationnistes ont aujourd'hui des raisons de dénoncer les dangers de la dilution ou encore de pleurer l'âme de l'Europe. Mais il n'en reste pas moins que, sur les plans économique, financier et technologique, une nouvelle réalité européenne se dessine avec les meilleures chances de s'imposer au monde. Et cela est plus important à l'heure où s'amenuise de plus en plus la dimension réelle des nations européennes en face des blocs. Cela est important à l'heure où grandit la puissance allemande, qui aurait sûrement dominé, et à court terme, l'Europe désunie, et qui ne dominera l'Europe unie que si celle-ci le veut bien ..."

"Qui aurait cru possible", écrit l'éditorialiste du MONDE du 4 décembre, "un accord comme celui de La Haye, il y a quelques mois, alors que la suspicion ravageait l'Europe ? Mardi matin, encore, le décalage entre les discours apparaissait tel que plusieurs délégations ne cachaient pas leur pessimisme. Et puis s'est produit ce qui eût été sans doute difficilement concevable sous le général de Gaulle. Le Président de la République, au lieu de chercher à imposer à tout prix ses vues, s'est rallié à un compromis".

Etrangement , l'éditorial du MONDE était le lendemain d'un ton un peu différent : "Malgré toutes les difficultés qui restent à surmonter, l'Europe a donc fait un pas qu'il est peut-être trop tôt pour qualifier d'historique, mais du moins celui qui était nécessaire pour sortir de l'ornière. Curieusement, c'est aux "Izvestia" de Moscou qu'est revenu le "mot juste", lorsque ce journal a comparé la construction de l'Europe à celle d'une cathédrale gothique "dont les murs mettent des siècles à atteindre les ogives". De fait, l'oeuvre ne sera probablement jamais achevée - et l'on peut d'ailleurs compter sur les Soviétiques et leurs amis pour allonger encore les délais -, mais elle n'en va pas moins "dans le sens de l'histoire".

Le plan monétaire

Selon Alain VERNAY, dans le FIGARO du 3/12, "les propositions du Président de la République célèbrent les fiançailles du Gouvernement français et de la Commission."

Pour Michel GABRYSIK et Christian d'EPENOUX dans l'AURORE du 3/12, "le Gouvernement français a donc accepté de mettre en route l'engrenage d'une petite supranationalité financière. Pour une proposition de ce genre en 1965, le général de Gaulle décidait d'appliquer la politique de la chaise vide au Marché commun et provoquait une crise qui devait durer plus de six mois. Les temps changent ..."

S'interrogeant sur la relance européenne, Raymond ARON, dans le FIGARO du 9 décembre, analyse la contradiction entre la volonté exprimée à La Haye d'aboutir à l'union économique et monétaire et l'absence de perspectives concrètes pour l'union politique : "Les Six du Marché commun découvrent en pratique la difficulté, toujours reconnue en théorie, de maintenir le caractère national de la gestion économique à l'intérieur de chaque pays tout en donnant un caractère communautaire à la politique agricole commune. Il suffit, en effet, que la pression impressionniste soit plus forte en France qu'en Allemagne, que les prix montent plus vite ici que là pour que des modifications de parité monétaire, dévaluation ou réévaluation, deviennent inéluctables . (...) Que le fonctionnement du Marché commun exige une "harmonisation des politiques économiques", la proposition, désormais rituelle, présente une sorte d'évidence. Mais non moins évidente apparaît l'autre proposition : la politique économique, au sens large, englobe aussi bien la fiscalité et le budget que le crédit. Quant à la monnaie, elle garde ou perd son pouvoir d'achat en fonction du comportement de tous les sujets économiques, gouvernants, entrepreneurs, salariés. Par quel biais aborder la tâche d'harmonisation ?"

Estimant que certaines circonstances favorisent le projet de fonds de réserve européen, Raymond ARON poursuit : "Une diplomatie monétaire élaborée en commun ne conduit pas d'elle-même à une gestion communautaire des six économies. L'Etat joue à notre époque un tel rôle dans les régimes dits capitalistes que l'union économique et monétaire se distinguerait mal d'une union politique. Les rédacteurs du communiqué de La Haye le savent aussi bien que les commentateurs. Certes, par des contacts réguliers, les Ministres des finances peuvent

s'éclairer les uns les autres; chacun tirera, des conseils qu'il recevra de ses collègues étrangers, une autorité accrue quand il en viendra à plaider la cause de la sagesse dans le Conseil national des Ministres. En dernière analyse, c'est le Conseil des Ministres qui, en chaque pays, prendra les décisions sur lesquelles influenceront les groupes de pression autant que le savoir technique des fonctionnaires. Coordination, harmonisation de ces décisions nationales, oui, certes. Seule l'unité politique garantirait le succès, ou mieux, créerait la condition de l'union économique. Du même coup surgit la question que l'on ne peut pas ne pas poser : le rappel des "finalités politiques" du Marché commun témoigne-t-il d'un regain de la foi européenne ou de la crainte, éprouvée par les dirigeants français, que le Marché commun élargi ne se dilue en une zone de libre échange ?"

Catherine DREYFUS, dans le NOUVEL OBSERVATEUR du 8/12, consacre un article mi-biographique, mi-analytique sur l'aspect monétaire du communiqué de La Haye, à M. Raymond BARRE, qu'elle estime être "le grand vainqueur de la conférence européenne".

Dans le même journal, Albert-Paul LENTIN, qui estime quant à lui que "c'est Willy Brandt, et non Georges Pompidou, qui apparaît comme le principal bénéficiaire de La Haye," écrit que "rien ne peut être plus agréable (...) aux banquiers allemands que l'adoption du projet d'union monétaire à Six, dit "Plan BARRE", qui officialisera la prééminence du tout puissant Deutschmark, appelé, dans le cadre d'un "fonds de réserve européen" rapidement constitué, à secourir - mais non sans contreparties économiques et même politiques - les autres monnaies européennes en péril."

L'ouverture de négociations avec les pays candidats

Jacques ROZNER, dans LES ECHOS du 3/12, voyait dans l'accord sur l'ouverture de négociations avec la Grande-Bretagne et les autres pays candidats le fait majeur de La Haye, commandant à la fois l'Europe monétaire et l'Europe politique : "Les négociations qui devraient commencer avant juillet 1970 avec la Grande-Bretagne seront assurément longues et difficiles. Si elles aboutissent, l'Europe alors prendra tout son sens. L'apport britannique serait un moteur puissant du développement de la prospérité européenne (...). La création, dès lors concevable, d'une monnaie européenne de réserve achèverait de faire de l'Europe une puissance attractive pour les pays du tiers monde. Ces derniers y trouveraient les capitaux et les assistances techniques que les morcellements nationaux actuels ne sauraient leur procurer valablement. L'heureux aboutissement des négociations pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe continentale impliquerait, par abandons progressifs de souverainetés nationales, la constitution de cette unité politique apparue jusqu'ici comme un mirage.

C'est également l'avis de Roland FAURE, éditorialiste de l'AURORE le 3/12 : "Il n'y a plus une minute à perdre pour bâtir l'Europe, la grande Europe des pays libres dans laquelle l'Angleterre assurera un indispensable équilibre".

Dans le même journal, Michel GABRYSIK et Christian D'EPENOUX notaient le même jour sur ce sujet : "Une hypothèque majeure qui empoisonnait l'ambiance entre les partenaires est levée. Il est désormais certain que l'Angleterre, si elle le veut vraiment, c'est-à-dire si elle souscrit aux conditions normales d'adhésion, pourra faire partie du club européen. Il reste que les premières réactions de Londres sont assez bizarres, vues de La Haye"...

Mais les Britanniques ne sont-ils pas découragés après une trop longue attente ? "Il serait en tout cas cocasse, écrivent les collaborateurs de l'AURORE, que le grand débat qui a opposé pendant si longtemps les Européens entre eux se termine par un constat, celui de la volonté britannique de ne pas adhérer au Marché commun. Il faut espérer qu'il n'en sera rien."

Selon Pierre BERTRAND, dans LE FIGARO du 4/12, la Grande-Bretagne "a aujourd'hui le sentiment qu'on désire sa présence".

Euratom et la technologie

Toute la presse, à l'exception de l'HUMANITE, qui attaque chaque jour ce qu'elle considère comme la liquidation de la politique nucléaire nationale, avait salué les propositions de M. Pompidou en matière de technologie.

Marie ALLAUZEN, dans LES ECHOS du 3/12, écrit qu'en la matière, "M. Pompidou a repris des propositions déjà ancienne", à savoir les propositions étudiées par le Groupe Aigrain. Le fait nouveau est de reprendre ces thèmes, de les élargir et de leur donner une dimension politique. (...) Contrairement à l'Euratom, qui constituait une communauté à liens privilégiés avec les Etats-Unis, la nouvelle Europe cherche, au contraire, une indépendance technologique vis-à-vis de l'outre Atlantique. C'est sur ce thème que des propositions concrètes pour une nouvelle politique commune ont le plus de chances de provoquer des réactions positives et de déboucher sur des actions adaptées au cadre européen, tel qu'il se présente actuellement".

Sous le titre "Un Pierrelatte européen ou un Munich nucléaire ?", Claude GLAYMAN dans COMBAT du 4/12 estimait qu'à La Haye, "si l'on convient que les termes présents de la "crise nucléaire française" peuvent schématiquement être résumés par l'alternative suivante : soit une dépendance à l'égard des U.S.A., soit la solution européenne, on doit admettre qu'un premier pas vient d'être franchi en direction de cette seconde hypothèse".

Et Claude TEMPLE, dans PARIS-PRESSE du 4/12, affirmait : "Siemens et la Compagnie Générale d'Electricité sont les premiers gagnants du Plan européen de Pompidou. Les deux groupes sont partie prenante des propositions faites à La Haye pour construire l'Europe technologique".

Ces articles anticipaient sur le Conseil Euratom du 6 décembre, Conseil dont les résultats ont été estimés comme la première suite concrète de la Conférence de La Haye.

Sous le titre "Réveil de l'Euratom", LE MONDE du 9/12 écrit dans un éditorial : "Il s'en fant pourtant que tous les problèmes que pose la nouvelle orientation du Centre Commun soient déjà résolus, et, prudents, les Ministres se sont donné deux ans pour les résoudre. Durant ce délai, les chercheurs du Centre pourront paisiblement procéder à l'exécution de programmes de routine tout en songeant à l'avenir et à des éventualités qui, telles que l'ouverture de conversations avec la Grande-Bretagne en vue de son entrée dans la Communauté, pourraient apporter de sérieux changements aux activités futures du Centre. On peut cependant se féliciter de l'heureuse manière dont un problème apparemment inexplicable vient de trouver sinon sa solution du moins la promesse d'une issue. Surtout, le Conseil des Ministres de samedi était la première réunion à devoir appliquer les résolutions arrêtées à La Haye, et le dynamisme dont il a fait preuve paraît de bonne augure. Longtemps à la traîne, la Communauté Atomique aurait-elle pour la première fois montré la voie du renouveau ?"

A noter que l'auteur de cet éditorial estime qu'"il ne s'agit pas, en dépit des apparences, de déposséder les institutions européennes de leurs attributions, mais, la tendance étant au réalisme, de sanctionner le manque d'efficacité dont la Commission a fait preuve. L'idée qui se trouve à la base de la réforme proposée n'émane pas d'elle. Elle ne vient pas non plus de France, bien que l'on y cultive la logique. C'est de la République fédérale qu'elle est issue. Bonn s'est contenté de s'inspirer de sa propre méthode d'organisation de la recherche. Entré dans une impasse en raison, pour une bonne part, du dogmatisme français, le Centre Commun devra son renouveau au pragmatisme allemand. Un signe des temps parmi d'autres, mais auquel il est nécessaire de prêter attention".

Pour Jean BOISSONNAT, qui, dans LA CROIX du 9/12, salue la récente décision du Gouvernement français en titrant : "Oui à l'Europe, non à Westinghouse", "Sauver Euratom de la mort est à coup sûr très louable, mais on attend de voir ce qui se passera dans la réalité pour en juger. (...) Si l'affaire Westinghouse préfigure la naissance d'une "General Electric" européenne, alors on aura choisi le bon chemin. L'entrée des Anglais dans la Communauté ne peut que renforcer les moyens pour atteindre cet objectif."

II - LA CONTESTATION

Le seul organe de la presse parisienne à marquer un net désaccord avec les résultats de la Conférence de La Haye est l'HUMANITE qui, sous la signature d'Yves MOREAU, écrit dans son éditorial du 3/12 que "les pressions exercées sur le Chef de l'Etat (français) par ses cinq interlocuteurs de La Haye et aussi, en France même, par les ultras de l'atlantisme ont porté leurs fruits. (...) La grande leçon de La Haye c'est qu'intégrée dans la petite Europe, la France n'a guère voix au chapitre, tandis que celle de l'Allemagne de Bonn y prend une résonance de plus en plus impérieuse. Or, ce cadre, déjà défavorable pour notre pays, risque de l'être bien davantage encore si demain la France

s'y trouve, non plus seulement face à Bonn, mais face aussi à l'Angleterre, c'est-à-dire face aux deux "alliés privilégiés" des Etats-Unis, qui sont aussi les deux principales puissances économiques de l'Ouest européen. Nous avons tout à perdre à l'aggravation d'une telle intégration, qui n'est qu'une forme de la politique des blocs, si contraire à la véritable coopération internationale et, par conséquent, aux exigences de la paix."

III - RESERVES ET INQUIETUDES

Dès le lendemain de la Conférence, la crainte s'est exprimée dans plusieurs journaux que les lacunes et imprécisions du communiqué final n'empêchent les intentions déclarées de se traduire en réalisations. Ces inquiétudes ou, si l'on veut, ce scepticisme, se sont accentués avec le temps, et ce sont les plus récents commentaires qui sont les plus pessimistes.

La première déception vient de ce que, pour beaucoup d'observateurs, M. Pompidou se serait laissé "souffler" la vedette de la Conférence par M. Brandt. C'est ainsi que le MONDE du 3/12 parlait de "manque de souffle" du Président de la République française : "On l'a dit et répété : en allant à La Haye, M. Georges Pompidou avait une occasion exceptionnelle devant lui. Il pouvait affirmer la volonté européenne de la France de telle manière qu'une sorte de "Leadership" moral lui aurait été unanimement reconnu. Pour ce faire, il lui aurait suffi de trouver un certain ton, une certaine chaleur humaine, d'en appeler au coeur et à l'imagination non seulement des dirigeants de l'Europe mais de ses citoyens. Pour s'en être tenu à un exposé d'une parfaite rigueur technique, certes, mais, malgré sa conclusion, bien sec, il a provoqué une déception assez générale et donné la vedette, "a contrario", à M. Willy Brandt, plus engagé, plus net, et paraissant animé, il faut bien le reconnaître, d'une toute autre foi. (...) Dépouillée de la fascination et du prestige grâce auxquels l'homme du 18 juin faisait trembler ses partenaires, la France fait "moins le poids" sur la scène internationale, tandis que ses partenaires s'affranchissent eux aussi de leurs complexes. L'arrivée au pouvoir à Bonn de M. Brandt, un "Allemand du Nord" tourné vers la Scandinavie, l'Angleterre et le grand large, ne pouvait pas ne pas entraîner un changement d'orientation de la République Fédérale. L'Europe est bien à un carrefour, mais il est encore moins certain qu'auparavant que la France, comme on l'a cru trop longtemps, détient seule les clefs de son avenir".

Tous les journaux, notamment LE FIGARO du 4/12 sous la signature de Jean DOMÉNGE, et l'éditorial de COMBAT du même jour, prévoient de laborieuses négociations sur le plan agricole, dont l'HUMANITE estimait que la politique commune serait liquidée par l'adhésion de la Grande-Bretagne.

Mais l'essentiel des réserves et inquiétudes qui s'expriment porte sur l'appréciation de la relance politique, jugée trop faible voire absente, par la conférence au sommet.

"C'est sur l'avenir de l'intégration européenne que le "succès de La Haye" soulève quelques craintes, écrivait Jean-Pierre CORNET dans COMBAT dès le 3 décembre. Le Président Pompidou avait fait une proposition de conférences régulières des Ministres des affaires étrangères accompagnées d'un secrétariat léger, proposition qui s'avérait dangereuse pour l'avenir des institutions communautaires. On ne retrouve plus ce passage dans le communiqué final, mais il a été révélé que le Chancelier Brandt a dit assez sèchement avant-hier soir à M. Rey qu'il ne devait pas se mêler de certaines questions politiques, ce qui confirme que la social-démocratie allemande sera beaucoup moins intégrationniste qu'on ne l'aurait cru."

Dans LA CROIX du 4/12, Lucien GUISSARD est du même avis : "En d'autres temps, il ne faisait aucun doute pour les grands Européens que le principe de la supranationalité était inscrit en tête du Code commun. Plusieurs d'entre eux n'ont pas varié sur ce point. Cependant, on s'est bien gardé d'en discuter à La Haye, et on doit reconnaître que les signes d'une revendication nationale, sinon nationaliste, n'ont pas manqué depuis que se sont engagées les négociations sur les prix agricoles, la monnaie, l'achèvement du Marché commun ... On peut prédire, sans risque de se tromper, que l'élargissement de la Communauté européenne ne supprimera pas ce phénomène."

Loin de considérer la Conférence comme un grand pas en avant, ce sont MM. Raymond ARON et Alfred GROSSER qui ont émis, de toute la presse française, les réserves les plus nettes et posé les questions les plus graves.

Dans LE FIGARO du 8/12, Raymond ARON demande en effet : "Que signifie le "succès" de cette conférence, reconnu et proclamé par tous les observateurs ? Il signifie que les Six se sont accordé un sur-sis, qu'ils ont quelque peu retrouvé confiance les uns dans les autres, ou, pour parler franc, que les Cinq, partisans de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, au moins officiellement, croient sur parole M. Pompidou quand celui-ci promet d'envisager sans réticence la candidature britannique. (...) Le marchandage de La Haye, camouflé par les bonnes manières de la diplomatie, se ramène à un échange du règlement financier exigé par la France contre des négociations avec la Grande-Bretagne, réclamées par les Cinq. (...) Certes, une date a été fixée pour la mise au point du règlement financier, alors qu'aucune date ne figure dans le texte du communiqué en ce qui concerne l'ouverture des négociations avec Londres. Mais le texte lui-même et les commentaires de M. Maurice Schumann suggèrent une date - juillet 1970 - proche de celle qu'envisageaient nos partenaires. De toutes manières, le délai entre la signature du règlement financier et l'ouverture des négociations avec la Grande-Bretagne, autrement dit entre l'achèvement et l'élargissement, n'a qu'une signification limitée. Un troisième veto français, s'il apparaissait injustifié, remettrait tout en question. Personne ne l'ignore ni à Paris, ni à Bonn, ni à Londres. (...) La troisième partie du texte, relative à la coopération technologique, au programme de l'Euratom et à l'Université Européenne offre à peine un catalogue d'intentions .

Union économique européenne et conglomérats américains ? étrange combinaison. (...) Le Président de la République devait choisir entre la crise et le compromis achèvement-élargissement. Reste à savoir s'il espère l'approfondissement avec ou sans la Grande-Bretagne. Union économique, finalité politique : formules rituelles ou renouveau de l'idée européenne? "

Pour Alfred GROSSER, dans LE MONDE du 9 décembre, "des négociations multiples et longues s'annoncent avec tous les risques d'une rapide retombée de l'optimisme, puis d'un nouvel enlèvement. Certes, l'attitude du Gouvernement français a évolué. On ne dit plus:" l'Angleterre ne doit pas entrer parce qu'elle empêcherait une forme d'unité européenne que nous ne voulons d'ailleurs pas non plus." Mais il est toujours très difficile de voir quelle Europe le Président de la République veut en notre nom. (...) Dans les mois à venir, sortira-t-on de la contradiction française qui bloque tout progrès, contradiction dont le communiqué porte la trace? (...) Le nouvel enlèvement est probable parce qu'il est peu vraisemblable que le Président de la République saisisse une chance qui est pourtant aussi sa chance. (...) Si rien ne vient, ce n'est pas faute de circonstances propices. L'initiative ne peut venir que de Paris parce que Bonn a trop de puissance économique pour qu'un grand projet politique ne fasse naître quelque suspicion. Les peuples, bien des signes le montrent, sont effectivement dans l'attente d'un "supplément d'âme", c'est-à-dire d'une politique qui parlerait aussi à l'imagination et à la sensibilité. En France notamment, tout se dégrade faute d'initiatives vigoureuses.

"L'initiative européenne, conclut Alfred GROSSER, n'est pas la moindre de celles qui s'offrent au Gouvernement français. Il est malheureusement vraisemblable - malheureusement pour lui-même tout autant que pour la France - qu'il laissera passer cette occasion-là comme il semble en laisser passer d'autres en d'autres domaines."

IV - LES INCIDENCES SUR LA POLITIQUE INTERIEURE FRANCAISE

La Conférence au sommet a naturellement suscité de nombreux commentaires et prises de position des hommes politiques. Il était à prévoir que, dans la mesure où la position de la délégation française marquerait une évolution par rapport à la politique étrangère pratiquée sous la présidence du général de Gaulle, une fraction de la majorité en prendrait ombrage et que, en sens inverse, une partie de l'opposition s'en montrerait satisfaite.

C'est ainsi que l'on a assisté au passage de l'U.D.T. dans l'opposition, et que l'on a entendu M. Vendroux, beau-frère du général de Gaulle, se plaindre d'une rupture de la continuité de la politique étrangère gaulliste. Parallèlement, le Centre Démocrate a pris acte de résultats qu'il juge positifs, et la presse a vu dans ses déclarations un pas vers le ralliement à M. Pompidou, ralliement que M. Pfimlin - qui était en fait plus proche de M. Fontanet que de M. Lecanuet depuis des années - a spectaculairement confirmé lors d'une

réunion du Centre Démocratie et Progrès de M. Duhamel à Strasbourg. Ces mouvements ont été largement commentés, et le seront au cours des semaines prochaines.

Pour Jean-Jacques SERVAN SCHREIBER, Directeur de l'EXPRESS (numéro du 8/12), "la question de l'Europe devrait se situer bientôt en dehors des luttes partisans. L'Europe est appelée à devenir, comme autrefois la République, elle aussi très contestée à ses débuts, le cadre naturel, reconnu, légitime, de la vie collective. On cessera un jour d'être pour ou contre l'Europe, ce sera dépourvu de signification. (...) Beaucoup d'hommes de gauche l'ont compris, pas tous. La réaction des communistes français aux résultats, modestes, de la conférence de La Haye est préoccupante. C'est un sujet dont il faudra débattre, sans relâche, avec les communistes; c'est notre intérêt et le leur.

"A coup sûr, poursuit Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, il est difficile pour le moment de s'entendre avec les communistes sur des questions de dogme, comme la collectivisation des moyens de production. Mais, sur ce que peut devenir et faire l'Europe, un accord devrait être possible. Si paradoxal que cela semble, c'est sur une "certaine idée" de l'Europe que pourrait s'engager une réconciliation des divers éléments de la gauche française. Deux remarques essentielles le suggèrent.

"La première, sur la politique industrielle. Les communistes accusent l'Europe du Marché commun d'être la proie des monopoles ou des oligopoles. Ils ont raison. Dans une aire de libre échange, où les produits comme les capitaux circulent sans entrave, où la concurrence est de plus en plus ouverte, ce sont les détenteurs du pouvoir économique qui font la loi. De plus, la supériorité américaine, dont les effets se font écrasants, amène ces pouvoirs industriels à s'orbiter, comme des planètes, autour de l'irrésistible soleil qu'est le dollar. (...) Il n'y a pas de salut, pour les salariés, hors du renforcement politique de l'Europe.

"La seconde remarque est de politique étrangère. (...) Plus l'Europe est morcelée, politiquement divisée, soumise à la loi économique, plus elle est dépendante de l'Amérique."

Et J.J. S.S. conclut : "Il faudra un pouvoir politique fédérateur qui puisse d'abord protéger cette collectivité naissante, puis concevoir et réaliser une ambition de civilisation qui lui soit propre. Ces tâches, on le voit bien, vont très au-delà du programme de La Haye. Mais elles ne sont plus impensables, et la gauche française, tout entière, plus encore que M. Pompidou, aura le plus haut intérêt à leur accomplissement."

A quoi l'HUMANITE du 9/12 répond : "Le centrisme est bien l'anti-chambre de la majorité. Rien de décisif ne séparerait M. Poher de M. Pompidou. La concurrence électorale dissimulait (mal) la similitude de leurs politiques. L'un comme l'autre défendaient les mêmes inté-

rêts. Et les "changements" préconisés par M. Poher, M. Pompidou est en voie de les apporter. M. Pflimlin en prend acte et souligne par là ce que nous n'avons cessé de dire au cours de la campagne électorale et depuis lors." Son ralliement "confirme nos mises en garde autant qu'il confirme notre bataille persévérante contre les tentatives de subordonner à la droite une partie de la gauche", conclut Laurent SALINI.

A cette affirmation du journal communiste que "la continuité dans la politique réactionnaire menée depuis 1947 se manifeste avec éclat", René DABERNAT réplique dans COMBAT du 9/12 que "le Président Pompidou a dit adieu au Général de Gaulle, non pas à l'homme qu'il admire, auquel il écrit et dont il reçoit des réponses, mais au visionnaire génial d'une France grande par ses seuls moyens, alors que, à l'époque des Etats-continent, il ne peut plus y avoir qu'une grandeur européenne".

Bernard LEFORT, dans PARIS-JOUR du 9/12, se demande, justement, : "Le Président Pompidou à La Haye a-t-il été le continuateur fidèle du gaullisme, ou a-t-il défendu une politique plus proche de celle des partisans d'une Europe politique?" Constatant le retour officiel de M. Pierre Pflimlin dans la majorité, et la déclaration de M. Jean Lecanuet dans LA CROIX du 9/12 que des éléments favorables se trouvent dans le communiqué de La Haye, il écrit : "Ce double phénomène - le retour de Pierre Pflimlin vers le parti de Jacques Duhamel, René Pleven et Joseph Fontanet, la reconnaissance par Jean Lecanuet que "l'écart se réduit" entre ses positions et celles de la majorité - est moins insolite qu'on ne pourrait le croire. Il est le résultat de la politique d'ouverture inaugurée par Georges Pompidou et Chaban-Delmas voilà cinq mois. Il est la conséquence aussi du refus obstiné de la gauche non communiste de rechercher avec les centristes les conditions d'un regroupement qui aurait pu constituer pour l'avenir le noyau d'une nouvelle majorité."

Mêmes constatations d'Henri MARQUE dans PARIS-PRESSE du 9/12, sous le titre "Pflimlin se rapproche de Chaban et Mitterrand des socialistes". On constate, écrit-il, pour résumer, beaucoup de mouvement dans les parages de la nouvelle société. Mais chaque évolution, pour intéressantes que soient ses perspectives d'avenir, butte encore sur les obstacles du passé : chez les gaullistes, sur le refus d'aller plus loin dans l'ouverture; et chez leurs adversaires, sur l'impossibilité de s'entendre avec le P.C."

Jacques SOUSTELLE, dans L'AURORE du 8/12, trouve "significatif, mais non surprenant, que de toutes les fractions de l'opinion française, deux - et deux seulement - ne partagent pas la satisfaction plus ou moins nuancée des divers milieux quant à l'issue de la conférence au sommet : ce sont les gaullistes "orthodoxes" et les communistes. (...) A La Haye, qu'on le veuille ou non, l'on a tranché une des amarres qui maintenaient le navire français attaché au quai du splendide isolement. Du même coup s'est brisé un des liens qui retenait encore le régime, sous sa forme nouvelle, dans le cadre de celui d'hier. Les "retombées" de La Haye n'ont pas fini de se faire sentir. A moins d'un retour en arrière, difficilement concevable, l'évolution amorcée en cette fin d'année, huit mois après le départ de l'ex-Chef de l'Etat, doit se poursuivre dans le même sens tant au dedans qu'au dehors ./."